Monsieur le Président,

Je vous écris pour exprimer ma vive inquiétude concernant la détention prolongée d’Alaa Abdel Fattah. Ce militant britannico-égyptien, âgé de 43 ans, aurait dû être libéré le 29 septembre 2024, après avoir purgé une peine de cinq ans de prison à la suite d’un procès inéquitable. Pour protester contre la prolongation de cette détention, sa mère, Laila Soueif, a fait une grève de la faim pendant 10 mois. Elle a été hospitalisée après avoir perdu près de 30 kilos.

Les forces de sécurité égyptiennes ont arrêté Alaa Abdel Fattah le 29 septembre 2019, l’accusant de « diffusion de fausses informations » pour avoir partagé une publication sur les réseaux sociaux. Le 3 janvier 2022, vous avez ratifié sa condamnation, précisant que sa peine commencerait à compter de cette date, ce qui repousse ainsi sa libération à janvier 2027.

En tant que membre/sympathisant·e d’Amnesty International, je vous demande instamment de libérer Alaa Abdel Fattah immédiatement et sans conditions, car il est détenu uniquement pour avoir exercé ses droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.